

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 04 septembre 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 21
Procuration(s) : 5
Absent : 0
Nombres de votants : 26
Votes pour : 26
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : lundi 26 août 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0161

Relative au financement de l'appel à projets « développement de nouvelles formes de parcours de formation dans le secteur portuaire et aéroportuaire ».

L'an deux mille vingt-quatre, le quatre septembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue au Conseil départemental - Hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Monsieur Alain SARMENT, Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA, Madame Zaounaki SAINDOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la Loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_00197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente
- Vu** la délibération N°DL_AP2024_0019 du mardi 09 avril 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du Conseil départemental et du STM ;
- Vu** l'avis de la Commission Formation professionnelle, Education et Insertion en date du 02 septembre 2024 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1 :

De valider la sélection opérée par le Comité de Sélection du Pacte Ultramarin d'Investissement dans les Compétences de Mayotte dans le cadre de l'appel à projets relatif au «développement de nouvelles formes de parcours de formation dans les secteurs portuaire et aéroportuaire ».
- Article 2 :

D'attribuer **aux organismes de formations et structures désignés** ci-après au titre de cet appel à projets un montant total de **2 032 913,84 €** (frais pédagogiques + rémunération) répartis de la manière suivante :

- 1
CCIM (Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte): 911 178,24 € pour 40 bénéficiaires pour 3 actions de formations au titre de l'année 2024-2025 ;

Intitulé des actions	Coût unitaire autorisé	Nombre de stagiaires	Coût par projet (subvention PUIC 85%)	Rémunération stagiaire
Gestionnaire de stock	15 €	10	165 112,50 €	45 000,00 €
Organisateur de transports aériens ou maritimes de marchandises	15 €	10	160 650,00 €	45 000,00 €
Soudure Industriel	41.34 €	20	585 415,74 €	120 000,00 €
Total		40	911 178,24 €	210 000, 00 €
Total général			1	211 178,24 €

- 1
DAESA (DEVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE) : 508 735,60 € pour 28 bénéficiaires pour 2 actions de formation au titre de l'année 2024-2025 ;

Intitulé des actions	Coût unitaire autorisé	Nombre de stagiaires	Coût par projet (subvention PUIC 85%)	Rémunération stagiaire
Certificat de membre d'équipage de cabine (ACCT)	18.37€	14	203 738,00 €	84 000,00 €
AWCF Examen de certification en contrôle des puits (IWCF)	26.45€	14	304 997,60 €	84 000,00 €
Total		28	508 735,60€	168 000,00 €
Total général			676735,60 €	

- 1 **LAREFORM PRO : 378 000.00€** pour la rémunération des **68 stagiaires** qui seront déléguées à LAREFORM PRO pour une mise en œuvre par l'Agence de service et de Paiement (ASP) à travers leurs conventions de partenariat au titre des gestions des actions de formations départementales. Elle sera versée directement aux stagiaires.
- 2 **LADOM : 235 000 €** pour la mise en œuvre d'actions de formation en mobilité (frais pédagogiques et rémunérations stagiaires dans le cadre des formations dans les secteurs visés ;

Article 3 : D'imputer la dépense sur le chapitre 65 du budget de Conseil départemental de Mayotte ;

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**



Ben Issa OUSSENI



CONVENTION N° XXX/CD/DAFPI/2024

Relative au financement de l'appel à projet relatif au développement de nouvelles formes de parcours de formation dans les secteurs portuaire et aéroportuaire

ENTRE :

Le Département de Mayotte représenté par son Président, Monsieur Ben Issa OUSSENI,

ET

La Chambre de commerce et de l'industrie de Mayotte (CCIM) représenté par son Président, Monsieur ALI HAMID Mohamed,

Vu Le code général des collectivités territoriales;

Vu La Loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel;

Vu la délibération n° DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 portant élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Vu la délibération n° DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa commission permanente ;

Vu la délibération n°2022.xxxxx du xxxxxx 2021 relative au Budget Primitif 2022 du Conseil départemental de Mayotte ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'utilisation du concours financier qui sera versée par le **Conseil départemental** de Mayotte à la **Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte (CCIM)**, aux fins de mettre en place **les 3 parcours de formation** définis dans l'article 2 au bénéfice de **40 stagiaires**, pour la mise en œuvre de l'appel à projets « développement de nouvelle formes de parcours de formation dans les secteurs portuaire et aéroportuaire » dans le cadre du PUIC et les obligations générales qui seront mises à la charge du bénéficiaire dans ce cadre.

ARTICLE 2 : Engagement confiées à la Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte par le Conseil départemental de Mayotte

En contrepartie de l'aide, **la Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte** s'engage à assurer les missions suivantes :

- Proposer des parcours de formation correspondant aux intitulés suivants sur la période comprise entre septembre 2024 à septembre 2025 auprès de stagiaires :

Intitulé des actions	Coût unitaire autorisé	Nombre de stagiaires	Coût par projet (subvention PUIIC 85%)
Gestionnaire de stock	15 €	10	165 112,50 € €
Organisateur de transports aériens ou maritimes de marchandises	15 €	10	160 650,00 €
Soudure Industriel	41.34 €	20	585 415,74 €
Total		40	911 178,24 €

- D'Articuler l'accompagnement social et l'accompagnement professionnel qui respecte les procédures réglementaire de la formation professionnelle et répondant aux besoins des apprenants qui passe par un parcours hybride permettant à la fois une possibilité de remobilisation et de professionnalisation avec un parcours qualifiant et ou certifiant à la fin de l'accompagnement (adaptation des cours en fonction des besoins, ateliers confiance en soi, remise à niveau sur les savoirs de bases, techniques de recherche d'emploi, la découverte des métiers liés au secteurs portuaires et aéroportuaires etc... ;
- Mobilisation des prescripteurs et des acteurs dans le cadre de ce projet (Pôle emploi, Mission Locale Mayotte, CCAS, le port, l'aéroport, les associations etc...) ;
- D'Améliorer l'insertion professionnelle des bénéficiaires en :
 - Accompagnant la construction de projets professionnels réalistes et réalisables au regard du marché du travail dans les secteurs portuaires et aéroportuaires;
 - Améliorant l'employabilité des bénéficiaires par la réactivation de leurs savoirs et l'acquisition de compétences notamment comportementales nécessaires à la conduite de leur projet professionnel;
 - Favorisant l'autonomie des personnes dans leurs démarches;
 - Acquisition à la formation et le suivi des bénéficiaires pour qu'ils accèdent à une certification inscrite au RNCP.
- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin de réaliser de manière qualitative le projet dans les délais rappelés à l'article 4. Le prestataire est maître d'ouvrage du projet et en assume toutes les responsabilités dans le cadre des règles légales et réglementaires qui s'imposent à lui.

ARTICLE 3 : Durée de la convention et montant de la subvention accordée par le Conseil départemental de Mayotte

Le Conseil départemental de Mayotte attribue à **la Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte** par la présente convention qui couvre la période du 09/2024 au 09/2025, une contribution financière **911 178,24€ (neuf cent onze mille et cent soixante-dix-huit virgule vingt-quatre euros)** destinée à couvrir les dépense prévu par l'article 2.

ARTICLE 4 : imputation budgétaire et modalités de versements

Le financement de la subvention sera prélevé sur le **chapitre 65** du budget du Conseil départemental, pour être versé à la **Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte** soit **911 178,24 €** selon les modalités suivantes :

- À la signature un acompte représentant **80%** de la **728 942.592€**.

Un bilan intermédiaire expliquant l'utilisation des fonds en lien avec l'action financée sera à transmettre au plus tard en 01/03/2025. La production du document conditionne la mise au paiement du solde.

- Le solde correspondant à **20 %**, soit **182 235.648 €** sur présentation des documents ci-après à rendre au plus tard le 31/12/2025 :
 - > un rapport d'activité relatif à l'action subventionnée;
 - > un bilan de fin de formation qui explique l'utilisation des fonds en lien avec l'action financée;
 - > Un compte rendu financier de l'utilisation de la subvention octroyée versées accompagnées des pièces justificatives (factures, fiches paies quittance de loyer etc...);
 - > Un rapport du Commissaire au Compte des 3 dernières années (2021_2022_2023) du fait que la subvention octroyée est de plus de 100 000.00€;
 - > un rapport final comportant une évaluation qualitative et quantitative des résultats des actions auxquelles le porteur s'est engagé (conformément à l'article 1 de la convention) et des dépenses éligibles engagées avec les justificatifs. Ce rapport doit être transmis dans les trois mois suivants la fin de l'action.

Tout manquement pourra justifier le non-versement d'une partie de la contribution financière.

ARTICLE 5 : Compte bancaire du bénéficiaire

Le paiement sera effectué au bénéfice de la **CCIM** sur son compte de **la Banque Française Commerciale de l'Océan indien (BFC)** dont les références suivent :

Code Banque	Code Guichet	Numéro de compte	Clé
18719	00091	00913324800	97

IBAN (International Bank Account Number)

FR76	1871	9000	9100	9133	2480	097
------	------	------	------	------	------	-----

En cas de changement de coordonnées bancaires, il appartient au porteur de projet d'en informer son interlocuteur référent dans les meilleurs délais, par courrier recommandé avec accusé de réception accompagné du nouveau Relevé d'Identité Bancaire

ARTICLE 6 : Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles à l'exécution de la présente convention correspondent aux bilans de positionnement professionnel, les parcours de professionnalisation, les accompagnements dans et vers l'emploi, les bilans individuels de parcours.

Seules les dépenses éligibles effectuées à compter de la date de la signature de la présente convention pourront être financées par la subvention. La subvention est strictement réservée à la réalisation du projet d'expérimentation et plus précisément au paiement des dépenses éligibles, à l'exclusion de toute autre affectation, ce à quoi le bénéficiaire s'engage.

Le montant de la subvention versée dont l'emploi n'aura pas été justifié ou qui ne serait pas alloué au paiement des dépenses éligibles fera l'objet d'en reversement au Conseil départemental sur simple demande de ce dernier.

Le coût définitif du projet d'expérimentation ainsi que le montant définitif de l'assiette des dépenses éligibles sera établi à la fin du projet d'expérimentation au regard de l'ensemble des dépenses éligibles qui auront été justifiées par le bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Engagement des parties

CCIM s'engage à :

- **Mettre en place un comité de suivi du projet :**

Afin d'assurer le suivi du projet d'expérimentation, la **Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte** organisera et animera un Comité de Pilotage composée de :

- Un représentant de la DEETS ;
- Un représentant du Conseil départemental de Mayotte (DAFPI) ;
- Un représentant du GIP CARIF OREF Mayotte ;
- Un représentant de Pôle Emploi Mayotte ;

Ce Comité de Pilotage permettra :

- La coordination des acteurs contribuant à la mise en œuvre du projet portuaire et aéroportuaire ;
- Le réajustement et la capitalisation des outils et pratiques ;
- La valorisation du projet par des actions de communication ;
- L'évaluation du projet.

Ce Comité de Pilotage sera réuni au minimum tous les trimestres et à chaque demande de l'un des membres.

La Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte s'engage également à :

- Autoriser l'équipe du PUIC, ses organismes associés à communiquer sur le projet, son bilan et ses résultats, dès lors qu'il a été retenu en Comité de sélection ;
- Permettre toute visite par l'équipe PUIC, ainsi que l'observation du déroulement des actions mises en place, dans le cadre du projet financé ;
- Participer aux rencontres ou réunions qui seront proposées, la **Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte** sera tenu d'avoir un dossier pour chaque stagiaire (papier et ou informatique) régulièrement actualisé avec notamment les émargements, pour justifier de son activité à tout moment.
- **Remonter les données quantitatives et qualitatives relatives à l'exécution** de l'appel à projets et de la saisie sur les différents applicatifs dédiés tel que la saisie dans l'**outil SEMP**RO du Conseil départemental de Mayotte (les factures, les listes des stagiaires inscrits et le bilan intermédiaire etc...).
- Restituer par le biais de son système d'information ou de tous autres moyens, les bilans des actions intermédiaire, final et financier, en vous appuyant sur l'ébauche de bilan qui vous a été soumis ;
- **Répondre à toute sollicitation** de l'équipe projet Pacte et à plus large échelle l'équipe DAFPI pour le suivi tout au long du projet, dans une fréquence très rapprochée;
- Veiller à assurer **un accompagnement de qualité** pendant toute la durée de stage à l'étranger et tenir informer l'équipe chargé du suivi dans le service DAFPI;
- **Animer deux temps d'échange** visio avec le formateur et les stagiaires pendant la phase mobilité (en milieu de stage et fin de stage);
- Respecter et renseigner les indicateurs figurant dans le cahier des charges à savoir :
- Objectif Quantitatif :
 - Former au moins 80 bénéficiaires au cours de la période du projet de tout horizon
 - un taux de réussite de 85 % au moins parmi les bénéficiaires inscrits aux parcours de formation

- un taux d'insertion de 75%
- Objectif Qualitatif :
 - assurer que les compétences acquises par les bénéficiaires répondent aux besoins actuels et futurs du secteur, en garantissant leur employabilité à court et à long terme
 - Concevoir des contenus de formation flexibles et adaptables, capables de s'ajuster rapidement aux évolutions technologiques et réglementaires du secteur portuaire et aéroportuaire
 - Obtenir un taux élevé de satisfaction parmi les bénéficiaires, mesuré par des évaluations régulières et des retours d'expérience.

En effet, dans le cadre du Pacte, l'identification des indicateurs permet l'évaluation de chaque projet à la fin de l'action. Par conséquent, la **Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte** s'engage à prendre connaissance et à mettre en place ses actions de façon à pouvoir recueillir l'ensemble des éléments permettant l'évaluation. Ces indicateurs peuvent faire l'objet de modification par les différents partenaires du Pacte ou bien par le Conseil départemental de Mayotte, ce que la **Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte** accepte d'ores et déjà, étant précisé que les modifications ne seront opposables à la **Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte** qu'à compter de la réception de la notification afférente qui lui sera adressée par le Conseil départemental Mayotte ;

- **Transmettre les livrables** de la mise en place des parcours de formation notamment les horaires réels effectués par chaque stagiaire, les fiches de prescription, le diagnostic de situation de chaque stagiaire, la fiche d'accompagnement et de suivi renseigné.

ARTICLE 8 : Information du Conseil départemental

La **Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte** s'engage à mettre à disposition du Conseil départemental de Mayotte les données nominatives, quantitatives et qualitatives extraites de son système d'information relevant de l'exécution de la présente convention.

En tant que de besoin, le Conseil départemental de Mayotte peut également demander la transmission de ces mêmes données pour permettre à ses services de procéder aux éventuels ajustements financiers dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

▪ Évaluation du dispositif

Le Conseil départemental de Mayotte se réserve la possibilité d'engager une évaluation indépendante (évaluation d'impact, analyse coûts-efficacité), sur tout ou une partie du projet financé dans le cadre de cet appel à projets. Le porteur de projet s'engage à en faciliter la réalisation.

La documentation rendant compte des actions financées dans le cadre de cet appel à projets, de leurs résultats et de leur impact, a vocation à être rendue publique au terme du processus, avec un souci de partage de l'information à l'ensemble des parties prenantes, dans l'intérêt général

ARTICLE 9 : Publicité et communication médias des actions

A chaque fois qu'il doit faire une communication à travers la presse, la **Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte** s'engage à prendre préalablement une autorisation écrite du Conseil départemental de Mayotte qui donnera son avis et/ou se joindra à l'opération concernée. Il s'engage à mettre le logo du Conseil départemental de Mayotte, du Pacte ainsi que des partenaires associés au projet dans tous ses documents officiels et publicitaires.

En cas de réponse favorable du Conseil départemental, la **Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte** s'oblige à respecter les modalités de cet accord et à effectuer toutes les formalités de publicité relatives à la participation du Conseil départemental de Mayotte, dans le cadre des actions réalisées à travers l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : Contrôle technique et financier du Conseil départemental

Le contrôle technique et financier sur pièces et sur place sera exercé par le Conseil départemental de Mayotte ou par toute autorité qui aura été habilitée par le Conseil départemental de Mayotte.

La Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte s'engage à :

- Accorder un droit d'accès à toutes les pièces nécessaires au contrôle de l'exécution de la présente convention et de la réalité des coûts présentés ;
- Tenir à la disposition du Conseil départemental de Mayotte les documents attestant de sa situation vis-à-vis des organismes sociaux et fiscaux ;
- Conserver toutes les pièces justificatives relatives aux dépenses de la présente convention pendant un délai de 10 ans après le dernier paiement ;
- Utiliser un système de comptabilité analytique ou de répartition analytique des dépenses réellement encourues au titre de la présente convention sur la base de clés objectives et vérifiables.

ARTICLE 11 : Trop perçu ou dépassement

Dans l'hypothèse où le coût des opérations serait inférieur au montant prévu et aux sommes versées, le trop-perçu sera reversé au budget du Conseil départemental de Mayotte.

En cas de dépassement de l'enveloppe financière inscrite à la présente convention au titre de la participation du Conseil départemental, la **Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte** s'engage à prendre en charge toutes les dépenses afférentes aux actions relevant de ce dépassement.

ARTICLE 12 : Remboursement

Le Conseil départemental sera en droit de suspendre le versement de la subvention, d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes indûment versées au titre de la présente convention, de diminuer le montant de la subvention et/ou résilier la convention en cas :

- 1) D'inexécution ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ;
- 2) De manquement par le porteur de projets à l'une de ses obligations au titre de la convention, en ce compris notamment le non-respect des objectifs visés à l'article 2^{er} ci-dessus, la modification du plan de financement sans autorisation préalable, le refus de se soumettre aux contrôles et évaluations diligentés par l'administration ou tout organisme désigné par elle, l'allocation de la subvention à des dépenses non éligibles, l'utilisation non conforme des fonds alloués ;
- 3) En cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par le porteur de projet sans l'accord écrit du Conseil départemental de Mayotte ;
- 4) Dans le cas où la sincérité des justificatifs est mise en cause ;
- 5) Le non atteint des objectifs quantitatifs fixés, à savoir si le seuil de 75% d'insertion n'est pas atteint, le Conseil départemental se réserve le droit de conserver le solde ;
- 6) Le non-respect du suivi, justifié avec motifs valables, entraînera la retenue du solde par le conseil départemental.

Le Conseil départemental de Mayotte adressera à la **Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte** une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer dans un délai raisonnable aux obligations contractuelles. Il se prononce après examen des justificatifs présentés par le porteur de projet le cas échéant et après l'avoir préalablement entendu ou à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi de cette lettre si elle est restée infructueuse.

ARTICLE 13 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties avec un préavis obligatoire de 2 mois au minimum.

En cas de résiliation :

- o **La Chambre du Commerce et de l'Industrie de Mayotte** remplira jusqu'à la fin les engagements nés de la présente : le suivi des actions déjà engagées, le paiement des sommes afférentes ainsi que la production des documents correspondants ;

- Le Conseil départemental de Mayotte versera à la **Chambre du**
Mayotte les fonds nécessaires et s'acquittera des montants correspondants au prorata des
prestations réalisées par la structure.

ARTICLE 14 : Litige

En cas de litige issu de l'application de la présente convention, le Tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Mayotte.

Établie en 3 exemplaires

Fait à Mamoudzou, le

Le président de l'organisme de formation

Le Président du Conseil départemental

Mohamed ALI HAMID

Ben Issa OUSSENI



CONVENTION N° XXX/CD/DAFPI/2024

Relative au financement de l'appel à projets relatif au développement de nouvelles formes de parcours de formation dans les secteurs portuaire et aéroportuaire

ENTRE :

Le Département de Mayotte représenté par son Président, Monsieur Ben Issa OUSSENI,

ET

La SARL DEVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (DAESA) représenté par son Directeur Général en qualité de représentant légal, Monsieur Arnaud PRIER légal,

Vu Le code général des collectivités territoriales;

Vu La Loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel

Vu la délibération n° DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 portant élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Vu la délibération n° DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa commission permanente ;

Vu la délibération n° 2022.xxxxx du xxxxxx 2021 relative au Budget Primitif 2022 du Conseil départemental de Mayotte.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'utilisation du concours financier qui sera versée par le **Conseil départemental de Mayotte** à la **SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (DAESA)**, aux fins de mettre en place **2 parcours de formation** définis dans l'article 2 au bénéfice **de 28 stagiaires**, pour la mise en œuvre de l'appel à projets « développement de nouvelle formes de parcours de formation dans les secteurs portuaire et aéroportuaire » dans le cadre du PUIC et les obligations générales qui seront mises à la charge du bénéficiaire dans ce cadre.

ARTICLE 2 : Engagement confiées à la SARL DAESA par le Conseil départemental de Mayotte

En contrepartie de l'aide la **SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** s'engage à assurer les missions suivantes :

- Proposer des parcours de formation correspondant aux intitulés entre septembre 2024 à septembre 2025 auprès de **28 stagiaires** :

Intitulé des actions	Nombre de stagiaires	Coût par projet
Certificat de membre d'équipage de cabine (ACCT)	14	203 738,00 €
AWCF Examen de certification en contrôle des puits (IWCF)	14	304 997,60 €
Total	28	508 735,60€

- D'Articuler l'accompagnement social et l'accompagnement professionnel qui respecte les procédures réglementaire de la formation professionnelle et répondant aux besoins des apprenants qui passe par un parcours hybride permettant à la fois une possibilité de remobilisation et de professionnalisation avec un parcours qualifiant et ou certifiant à la fin de l'accompagnement (adaptation des cours en fonction des besoins, ateliers confiance en soi, remise à niveau sur les savoirs de bases, techniques de recherche d'emploi, la découverte des métiers liés au secteurs portuaires et aéroportuaires etc ;
- Mobilisation des prescripteurs et des acteurs dans le cadre de ce projet (Pôle emploi, Mission Locale Mayotte, CCAS, le port, l'aéroport, les associations etc...) ;
- D'Améliorer l'insertion professionnelle des bénéficiaires en :
 - Accompagnant la construction de projets professionnels réalistes et réalisables au regard du marché du travail dans les secteurs portuaires et aéroportuaires,
 - Améliorant l'employabilité des bénéficiaires par la réactivation de leurs savoirs et l'acquisition de compétences notamment comportementales nécessaires à la conduite de leur projet professionnel,
 - Favorisant l'autonomie des personnes dans leurs démarches.
 - Acquisition à la formation et le suivi des bénéficiaires pour qu'ils accèdent à une certification inscrite au RNCP
- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin de réaliser de manière qualitative le projet dans les délais rappelés à l'article 4. Le prestataire est maître d'ouvrage du projet et en assume toutes les responsabilités dans le cadre des règles légales et réglementaires qui s'imposent à lui.

ARTICLE 3 : Durée de la convention et montant de la subvention accordée par le Conseil départemental de Mayotte

Le Conseil départemental de Mayotte attribue à la **SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**, par la présente convention qui couvre la période du 09/2024 au 09/2025, une contribution financière une contribution financière de **508 735,60€ (cinq cent huit mille sept-cent-trente-cinq virgule soixante euros)** destinée à couvrir les dépenses prévues par l'article 2.

ARTICLE 4 : imputation budgétaire et modalités de versements

Le financement de la subvention sera prélevé sur le **chapitre 65** du budget du **Conseil départemental de Mayotte**, pour être versé à la **SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** soit **508 735,60€** selon les modalités suivantes :

- à la signature un acompte représentant **80 %** de la subvention prévisionnelle, soit **406 988,48€**.

Un **bilan intermédiaire** expliquant l'utilisation des fonds en lien avec l'action financée sera à transmettre au plus tard en 01/03/2025. La production du document conditionne la mise au paiement du solde.

- Le solde correspondant à **20 %**, soit **101 747.12€** sur présentation des documents ci-après à rendre au plus tard le 31/12/2025 :
 - un rapport d'activité relatif à l'action subventionnée

- un bilan de fin de formation qui explique l'utilisation des fonds
- Un compte rendu financier de l'utilisation de la subvention o des pièces justificatives (factures, fiches paies quittance de loyer etc...);
- Un rapport du Commissaire au Compte des 3 dernières années (2021_2022_2023) du fait que la subvention octroyé est de plus de 100 000.00€
- un rapport final comportant une évaluation qualitative et quantitative des résultats des actions auxquelles le porteur s'est engagé (conformément à l'article 1 de la convention) et des dépenses éligibles engagées avec les justificatifs. Ce rapport devra être transmis dans les trois mois suivants la fin de l'action ;

Tout manquement pourra justifier le non-versement d'une partie de la contribution financière.

ARTICLE 5 : Compte bancaire du bénéficiaire

Le paiement sera effectué au bénéfice de la **SARL DAESA** sur **son compte Caisse d'épargne** dont les références suivent :

Code Banque	Code Guichet	Numéro de compte	Clé
11315	00001	08017379392	64

IBAN (International Bank Account Number)

FR76	1131	5000	0108	0173	7939	264
------	------	------	------	------	------	-----

En cas de changement de coordonnées bancaires, il appartient au porteur de projet d'en informer son interlocuteur référent dans les meilleurs délais, par courrier recommandé avec accusé de réception accompagné du nouveau Relevé d'Identité Bancaire

ARTICLE 6 : Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles à l'exécution de la présente convention correspondent aux bilans de positionnement professionnel, les parcours de professionnalisation, les accompagnements dans et vers l'emploi, les bilans individuels de parcours.

Seules les dépenses éligibles effectuées à compter de la date de la signature de la présente convention pourront être financées par la subvention. La subvention est strictement réservée à la réalisation du projet d'expérimentation et plus précisément au paiement des dépenses éligibles, à l'exclusion de toute autre affectation, ce à quoi le bénéficiaire s'engage.

Le montant de la subvention versée dont l'emploi n'aura pas été justifié ou qui ne serait pas alloué au paiement des dépenses éligibles fera l'objet d'en reversement au Conseil départemental sur simple demande de ce dernier.

Le coût définitif du projet d'expérimentation ainsi que le montant définitif de l'assiette des dépenses éligibles sera établi à la fin du projet d'expérimentation au regard de l'ensemble des dépenses éligibles qui auront été justifiées par le bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Engagement des parties

La SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE s'engage à :

- **mettre en place un Comité de suivi du projet :**

Afin d'assurer le suivi du projet d'expérimentation, la **SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** organisera et animera un Comité de Pilotage composée de :

- Un représentant de la DEETS ;
- Un représentant du Conseil départemental de Mayotte (DAFPI) ;
- Un représentant du GIP CARIF OREF Mayotte ;

- Un représentant de Pôle Emploi Mayotte.

Ce Comité de Pilotage permettra :

- La coordination des acteurs contribuant à la mise en œuvre du projet portuaire et aéroportuaire ;
- Le réajustement et la capitalisation des outils et pratiques ;
- La valorisation du projet par des actions de communication ;
- L'évaluation du projet.

Ce Comité de Pilotage sera réuni au minimum tous les trimestres et à chaque demande de l'un des membres.

La SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE s'engage également à :

- Autoriser l'équipe du PUIIC, ses organismes associés à communiquer sur le projet, son bilan et ses résultats, dès lors qu'il a été retenu en Comité de sélection ;
- Permettre toute visite par l'équipe PUIIC, ainsi que l'observation du déroulement des actions mises en place, dans le cadre du projet financé ;
- Participer aux rencontres ou réunions qui seront proposées, **SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** sera tenu d'avoir un dossier pour chaque stagiaire (papier et ou informatique) régulièrement actualisé avec notamment les émargements, pour justifier de son activité à tout moment.

Remonter les données quantitatives et qualitatives relatives à l'exécution de l'appel à projets et de la saisie sur les différents applicatifs dédiés tel que la saisie dans l'outil **SEMPRO** du Conseil départemental de Mayotte (les factures, les listes des stagiaires inscrits et le bilan intermédiaire etc...).

- Restituer par le biais de son système d'information ou de tous autres moyens, les bilans des actions intermédiaire, final et financier, en vous appuyant sur l'ébauche de bilan qui vous a été soumis ;
- **Répondre à toute sollicitation** de l'équipe projet Pacte et à plus large échelle l'équipe DAFPI pour le suivi tout au long du projet, dans une fréquence très rapprochée;
- Veiller à assurer **un accompagnement de qualité** pendant toute la durée de stage à l'étranger et tenir informer;
- **Animer deux temps d'échange** visio avec le formateur et les stagiaires pendant la phase mobilité (en milieu de stage et fin de stage);
- Respecter et renseigner les indicateurs figurant dans le cahier des charges à savoir :
- Objectif Quantitatif :
 - Former au moins 80 bénéficiaires au cours de la période du projet de tout horizon
 - un taux de réussite de 85 % au moins parmi les bénéficiaires inscrits aux parcours de formation
 - un taux d'insertion de 75%
- Objectif Qualitatif :
 - assurer que les compétences acquises par les bénéficiaires répondent aux besoins actuels et futurs du secteur, en garantissant leur employabilité à court et à long terme
 - Concevoir des contenus de formation flexibles et adaptables, capables de s'ajuster rapidement aux évolutions technologiques et réglementaires du secteur portuaire et aéroportuaire
 - Obtenir un taux élevé de satisfaction parmi les bénéficiaires, mesuré par des évaluations régulières et des retours d'expérience.

En effet, dans le cadre du Pacte, l'identification des indicateurs permet l'évaluation de chaque projet à la fin de l'action. Par conséquent, la **SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** s'engage à prendre connaissance et à mettre en place ses actions de façon à pouvoir recueillir l'ensemble des éléments permettant l'évaluation. Ces indicateurs peuvent faire l'objet de modification par les différents partenaires du Pacte ou bien par le Conseil départemental de Mayotte, ce que la **SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** accepte d'ores et déjà, étant précisé que les modifications ne seront opposables à la **SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

qu'à compter de la réception de la notification afférente qui lui est adressée par le Conseil départemental Mayotte.

- **Transmettre les livrables** de la mise en place des parcours de formation notamment les horaires réels effectués par chaque stagiaire, les fiches de prescription, le diagnostic de situation de chaque stagiaire, la fiche d'accompagnement et de suivi renseigné.

ARTICLE 8 : Information du Conseil départemental

La **SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** s'engage à mettre à disposition du Conseil départemental de Mayotte les données nominatives, quantitatives et qualitatives extraites de son système d'information relevant de l'exécution de la présente convention.

En tant que de besoin, le Conseil départemental de Mayotte peut également demander la transmission de ces mêmes données pour permettre à ses services de procéder aux éventuels ajustements financiers dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

▪ Évaluation du dispositif

Le Conseil départemental de Mayotte se réserve la possibilité d'engager une évaluation indépendante (évaluation d'impact, analyse coûts-efficacité), sur tout ou une partie du projet financé dans le cadre de cet appel à projets. Le porteur de projet s'engage à en faciliter la réalisation.

La documentation rendant compte des actions financées dans le cadre de cet appel à projets, de leurs résultats et de leur impact, a vocation à être rendue publique au terme du processus, avec un souci de partage de l'information à l'ensemble des parties prenantes, dans l'intérêt général.

ARTICLE 9 : Publicité et communication médias des actions

A chaque fois qu'il doit faire une communication à travers la presse, la **SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** s'engage à prendre préalablement une autorisation écrite du Conseil départemental de Mayotte qui donnera son avis et/ou se joindra à l'opération concernée. Il s'engage à mettre le logo du Conseil départemental de Mayotte, du Pacte ainsi que des partenaires associés au projet dans tous ses documents officiels et publicitaires.

En cas de réponse favorable du Conseil départemental, la **SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** s'oblige à respecter les modalités de cet accord et à effectuer toutes les formalités de publicité relatives à la participation du Conseil départemental de Mayotte, dans le cadre des actions réalisées à travers l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : Contrôle technique et financier du Conseil départemental

Le contrôle technique et financier sur pièces et sur place sera exercé par les services du Conseil départemental de Mayotte ou par toute autorité qui aura été habilitée à cet effet par le Président du Conseil départemental de Mayotte.

La **SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** s'engage à :

- Accorder un droit d'accès à toutes les pièces nécessaires au contrôle de l'exécution de la présente convention et de la réalité des coûts présentés ;
- Tenir à la disposition du Conseil départemental de Mayotte les documents attestant de sa situation vis-à-vis des organismes sociaux et fiscaux ;
- Conserver toutes les pièces justificatives relatives aux dépenses de la présente convention pendant un délai de 10 ans après le dernier paiement ;
- Utiliser un système de comptabilité analytique ou de répartition analytique des dépenses réellement encourues au titre de la présente convention sur la base de clés objectives et vérifiables.

ARTICLE 11 : Trop perçu ou dépassement

Dans l'hypothèse où le coût des opérations serait inférieur au montant prévu et aux sommes versées, le trop-perçu sera reversé au budget du Conseil départemental de Mayotte.

En cas de dépassement de l'enveloppe financière inscrite à la présente convention au titre de la participation du Conseil départemental, la **SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** s'engage à prendre en charge toutes les dépenses afférentes aux actions relevant de ce dépassement.

ARTICLE 12 : Remboursement

Le Conseil départemental sera en droit de suspendre le versement de la subvention, d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes indûment versées au titre de la présente convention, de diminuer le montant de la subvention et/ou résilier la convention en cas :

- 1) D'inexécution ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ;
- 2) De manquement par le porteur de projets à l'une de ses obligations au titre de la convention, en ce compris notamment le non-respect des objectifs visés à l'article 2^{er} ci-dessus, la modification du plan de financement sans autorisation préalable, le refus de se soumettre aux contrôles et évaluations diligentés par l'administration ou tout organisme désigné par elle, l'allocation de la subvention à des dépenses non éligibles, l'utilisation non conforme des fonds alloués ;
- 3) En cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par le porteur de projet sans l'accord écrit du Conseil départemental de Mayotte ;
- 4) Dans le cas où la sincérité des justificatifs est mise en cause;
- 5) Le non-atteinte des objectifs quantitatifs fixés, à savoir si le seuil de 75% d'insertion n'est pas atteint, le conseil départemental se réserve le droit de conserver le solde;
- 6) Le non-respect du suivi, justifié avec motifs valables, entraînera la retenue du solde par le conseil départemental.

Le Conseil départemental de Mayotte adressera à la **SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer dans un délai raisonnable aux obligations contractuelles. Il se prononce après examen des justificatifs présentés par le porteur de projet le cas échéant et après l'avoir préalablement entendu ou à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi de cette lettre si elle est restée infructueuse.

ARTICLE 13 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties avec un préavis obligatoire de 2 mois au minimum.

En cas de résiliation :

- o la **SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** remplira jusqu'à la fin les engagements nés de la présente : le suivi des actions déjà engagées, le paiement des sommes afférentes ainsi que la production des documents correspondants.

Le Conseil départemental de Mayotte versera à la **SARL DÉVELOPPEMENT AGRO ÉCONOMIQUE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** les fonds nécessaires et s'acquittera des montants correspondants au prorata des prestations réalisées par la structure.

ARTICLE 14: Litige

En cas de litige issu de l'application de la présente convention, le Tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Mayotte.

Établie en 3 exemplaires

Fait à Mamoudzou, le

Le Directeur générale de l'organisme de formation

Le Président du Conseil départemental

Arnaud PRIER

Envoyé en préfecture le 18/09/2024

Reçu en préfecture le 18/09/2024

Publié le



ID : 976-229850003-20240918-DL0409240161-DE

Benissa OUSSENI